

Arrêté n°25-205

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

portant modification de l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-145-GH du 12 juin 2018 actualisant le classement des activités et modifiant les conditions d'exploitation du centre d'équarrissage de la S.A.S.U. ATEMAX FRANCE à Néhou

LE PRÉFET DE LA MANCHE

Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2731 (dépôts de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale à l'exclusion des dépôts de peaux) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 octobre 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2731-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°85-592 du 25 février 1985 autorisant la Société Industrielle de Récupération Animale de la Manche (S.I.R.A.M.) à Néhou à créer et à exploiter au lieu-dit « la Laiterie de NEHOU » un dépôt d'équarrissage ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°87-2839 du 11 janvier 1988 complétant l'arrêté du 25 février 1985 pour l'épandage des boues de la station d'épuration ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-145-GH du 12 juin 2018 actualisant le classement des activités et modifiant les conditions d'exploitation du centre d'équarrissage de la S.A.S.U. ATEMAX FRANCE à Néhou ;

Vu la circulaire du 29 septembre 2003 relative aux installations classées – dépôt et traitement des cadavres, débris et issues d'origine animale ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 26 novembre 2024 par la société S.A.S.U. ATEMAX FRANCE dont le siège social est situé 34 Boulevard d'Estienne d'Orves au Mans (72100) en vue de modifier les conditions d'exploitation de l'établissement intermédiaire de collecte de sous-produits animaux situé 2 rue du Bourg à Néhou (50390) ;

Vu le rapport en date du 12 août 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 août 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 11 septembre 2025 ;

Considérant que l'évolution des conditions d'exploitation de l'établissement rend nécessaire la mise à jour nécessaire des prescriptions applicables à l'exploitation des installations ;

Considérant les situations de saturation des centres de collecte de sous produits animaux de Normandie survenues en août 2024 ayant entraîné une dégradation importante des cadavres et sous-produits animaux, un temps de stockage beaucoup plus important que celui autorisé, des nuisances olfactives notables ainsi que des risques sanitaires et environnementaux significatifs ;

Considérant la nécessité de prévenir toute autre crise similaire en imposant a minima l'élaboration d'un document de planification définissant les stratégies de gestion de ces crises ;

Considérant l'absence de modification substantielle ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société S.A.S.U. ATEMAX FRANCE dont le siège social est situé 34 Boulevard d'Estienne d'Orves au Mans (72100) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation du centre de collecte et de transfert de cadavres d'animaux situé 2 rue du Bourg sur le territoire de la commune de Néhou (50390).

Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté complémentaire n°18-145-GH du 12 juin 2018 est modifié et complété par les dispositions suivantes, récapitulées dans le tableau ci-après :

Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté	Objet
Article 1.1.1.	Abrogé et remplacé par l'article 1	Exploitant titulaire de l'autorisation
Article 1.1.3.	Abrogé et remplacé par l'article 3	Activités de l'établissement
Article 1.2.1.	Abrogé et remplacé par l'article 4.1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
	Ajout – article 4.2	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA
Article 1.2.2.	Abrogé et remplacé par l'article 4.3	Situation de l'établissement
Article 2.1.3.	Abrogé et remplacé par l'article 5	Conception et fonctionnement des locaux
Article 4.3.2.	Abrogé et remplacé par l'article 6	Les eaux usées industrielles
Article 4.3.4.	Abrogé et remplacé par l'article 7	Les eaux pluviales
	Ajout – article 8	Mesure des niveaux sonores
Article 7.2.3. c)	Abrogé et remplacé par l'article 9	Moyens de rétention des eaux d'extinction
	Ajout – article 10	Plan de prévention et de gestion des conditions d'exploitation autres que normales ou crises

L'ensemble des autres prescriptions de l'arrêté complémentaire n°18-145-GH du 12 juin 2018 non visées dans le tableau ci-dessus demeurent applicables.

Article 3 – Activités de l'établissement

Les sous-produits animaux collectés sur le site ATEMAX FRANCE de Néhou se différencient en trois catégories selon le règlement européen n°1069/2009 du 21 octobre 2009 : catégorie C1, catégorie C2 et catégorie C3.

Les activités de l'établissement sont alors différentes selon la catégorie des matières prises en charge :

- Pour les matières de catégories C1 et C2 en mélange
 - déchargement préalable au sol des cadavres devant faire l'objet d'une épidémiosurveillance ;
 - déchargement au sol des matières de catégories 1 et 2 ;
 - tri des cadavres à soumettre à épidémiosurveillance ;
 - reprise des matières au sol avec engin dédié pour charger le camion d'expédition ;
 - expédition des matières vers les centres de traitement agréés.
- Pour la catégorie 3
 - collecte des matières C3 ;
 - dépôt du caisson sans déchargement de matières sur une aire de transit prévue à cet effet ;
 - rechargement du caisson sur un camion équipé de bras ampliroll ;
 - expédition du caisson vers une usine de traitement des matières C3.

Article 4 – Nature des installations

Article 4.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations de l'établissement sont classées conformément à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :

N° de rubrique	Activité	Capacité caractéristique	Régime
2730	Sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres (traitement de) , y compris de lavage de laines de peaux, laines brutes, laines en suit, à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement : la capacité de traitement étant supérieure à 500 kg/j	Epidémiosurveillance : Tonnage maximal de produits concernés par l'épidémiosurveillance = 1 tonne/jour	A
2731.1	Sous-produits animaux (dépôt ou transit de) , à l'exclusion des dépôts visés par les rubriques 2171 et 2355, des dépôts associés aux activités des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement, des dépôts de bio-déchets au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont visées par les rubriques 2101 à 2150, 2170, 2210, 2221, 2230, 2240, 2350 , 2690, 2740, 2780, 2781, 3532, 3630, 3641, 3642, 3643 et 3660 de la nomenclature : 1. Dépôt ou transit de sous-produits animaux dans des conteneurs étanches et couverts sans manipulation des sous-produits animaux : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg et inférieure à 30 tonnes	10 tonnes de matières C3	E
2731.2	Sous-produits animaux (dépôt ou transit de) , à l'exclusion des dépôts visés par les rubriques 2171 et 2355, des dépôts associés aux activités des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement, des dépôts de bio-déchets au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont visées par les rubriques 2101 à 2150, 2170, 2210, 2221, 2230, 2240, 2350 , 2690, 2740, 2780, 2781, 3532, 3630, 3641, 3642, 3643 et 3660 de la nomenclature : 2. Autres installations que celles visées au 1 : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg	Capacité maximale d'entreposage des sous-produits animaux = 50 tonnes de matières C1/C2 en mélange	A

A : autorisation ; D : déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 4.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des IOTA

Les installations de l'établissement sont classées conformément à la nomenclature des IOTA sous les rubriques suivantes :

Rubrique IOTA	Intitulé de la rubrique	Capacité
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface totale du site : 1,37 ha

D : déclaration

Article 4.3 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Néhou	G	270,537,538,539 et 540

La surface totale du site représente 13 500 m², répartis de la manière suivante :

Répartition	Superficie
Bâtiments	2 200 m ²
Voiries	7 700 m ²
Espaces verts	3 600 m ²
TOTAL	13 500 m ²

TITRE 2 : GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 5 - Conception et fonctionnement des locaux

L'établissement comprend, outre les installations sanitaires et les bureaux :

- un hall de transfert pour les matières des catégories 1 et 2 ;
- une aire de transit des matières de la catégorie 3 ;
- un local de stockage des produits divers.

Aménagement et exploitation

Les matières premières ramassées et collectées seront entreposées dans un hall fermé.

Les halls de transfert sont des bâtiments fermés avec portes automatiques ; ces portes sont maintenues fermées en permanence.

Les sols devront être en matériaux imperméables, imputrescibles, rigoureusement étanches, non glissants, faciles à nettoyer et désinfecter.

Ils comporteront des pentes suffisantes et un réseau d'évacuation approprié pour l'écoulement des liquides, dont les points de captage seront munis d'un siphon équipé d'un panier grillagé.

Les sols, murs et plafonds seront maintenus en bon état d'entretien.

Le délai de stockage ne doit pas dépasser 24 heures avant départ du site.

En aucun cas, une quelconque matière première ne devra rester en stockage les fins de semaine du vendredi 22 heures au lundi 6 heures ni les jours de fête chômés.

Le nettoyage et la désinfection des locaux sont réalisés quotidiennement.

Les matières premières sont rechargées dans des véhicules gros porteurs.

Elles pourront être évacuées directement dans les caissons de collecte.

La collecte et le stockage doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

Les camions de collecte devront être lavés et désinfectés après chaque usage.

Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation.

Les jus d'écoulement provenant des halls de transfert ainsi que les eaux de lavage et de désinfection sont récupérés par gravité dans un poste de relevage de 950 litres.

Les portes des halls sont et seront maintenues fermées durant les opérations de déchargement, de chargement et de lavage des camions.

Des mesures seront prises pour éviter la pullulation des mouches et des rongeurs.

L'aire de transit des matières C3 est aménagée sur une partie de la voirie du secteur nord du site, après réfection de l'étanchéité ; son emprise fait l'objet d'une matérialisation spécifique.

TITRE 3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 6 - Les eaux usées industrielles

Les eaux usées industrielles correspondent aux :

- jus d'écoulement et eaux de lavage du hall de transfert ;
- eaux de lavage et eaux de désinfection des camions.

Les eaux usées industrielles sont récupérées dans un poste de relevage d'une capacité de 950 litres, équipé de deux pompes qui relèvent les eaux vers une cuve aérienne de 35 m³ en acier inox située en extérieur et vidangée régulièrement. Les effluents sont dirigés vers un centre de traitement au même titre que les matières de catégorie 1.

En cas de dysfonctionnement d'une des pompes, un voyant s'affichera au niveau du coffret électrique qui sera inspecté au moins quotidiennement par le personnel présent sur le site.

La cuve aérienne de 35 m³ dispose d'une rétention dimensionnée pour recevoir 35 m³.

Article 7 - Les eaux pluviales

Le site comprend 3 secteurs de collecte des eaux pluviales :

- le secteur est (zone d'accès et toiture local cuirs), reliée à la Douve ;
- le secteur nord (aire de distribution gasoil équipée d'un séparateur d'hydrocarbure, partie nord des bâtiments), équipé d'un poste de relevage renvoyant les eaux pluviales vers un bassin étanche de 230 m³ ;
- le secteur sud (autres surfaces) équipé d'un second poste de relevage renvoyant les eaux pluviales vers le même bassin.

Chaque poste de relevage est équipé de deux pompes fonctionnant en alternance. En cas de dysfonctionnement d'une des pompes, un voyant s'affichera au niveau du coffret électrique qui sera inspecté au moins quotidiennement par le personnel présent sur le site.

Le rejet depuis le bassin est effectué gravitairement, avec une vanne permettant le confinement des eaux en cas de déversement accidentel ou de sinistre, et un débourbeur-déshuileur pour traiter les eaux rejetées en fonctionnement normal.

Les eaux rejetées rejoignent le fossé busé longeant la RD42 puis la Douve.

Le réseau de collecte des eaux pluviales fait l'objet d'un programme d'autosurveillance avec une analyse annuelle des eaux pluviales conforme aux dispositions suivantes :

	Valeurs limites
MES	100 mg/l
DBO5	100 mg/l
DCO	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

En outre, les flux maximum autorisés sont fixés à : 15 kg/j pour les MES et la DBO5 et 50 kg/j pour la DCO.

Les réseaux d'eaux pluviales, les postes de refoulement d'eaux pluviales, le bassin de confinement et les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'un curage annuel réalisé par une société spécialisée. Les matières issues du curage des débourbeurs-déshuileurs sont évacuées en centre de traitement agréé et font l'objet d'un bordereau de suivi enregistré sur Track déchet.

TITRE 4 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 8 – Mesure des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée, aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

TITRE 5 : PRÉVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS

Article 9 – Moyens de rétention des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction d'incendie seront collectées dans un bassin de confinement étanche alimenté via les postes de relevage collectant les eaux pluviales.

Le volume de ce bassin est de 230 m³. Il est muni d'un dispositif d'obturation.

TITRE 6 : PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION AUTRES QUE NORMALES OU CRISES

Article 10

Sont ajoutées à l'arrêté complémentaire n°18-145-GH du 12 juin 2018, les dispositions ci-après :

Article 10.1 – Plan de gestion

La société ATEMAX transmet au préfet de la Manche, dans les 4 mois suivant la notification du présent arrêté, un plan de gestion des crises fondé sur les risques de survenue de défaillance d'équipements industriels, de modes de fonctionnement dégradé, de conditions climatiques exceptionnelles et de crises sanitaires en élevage.

Ce plan de gestion doit permettre :

- d'identifier des potentielles conditions d'exploitation autres que normales, leurs causes premières et leurs conséquences potentielles ;
- de prévenir et/ou atténuer les incidences sanitaires et environnementales défavorables des situations de crise ;
- de mettre en œuvre des protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence.

Ce plan doit permettre de se préparer, de réagir, de gérer et de résoudre les situations d'urgence identifiées susceptibles d'engendrer un dysfonctionnement de la filière de collecte et de traitement des cadavres d'animaux, ainsi que des nuisances sanitaires et environnementales.

Les nuisances, les conséquences et les risques (combinant la vulnérabilité, l'intensité et la probabilité) de ces scénarios sont évalués.

Ce document doit également :

- selon les scénarios de crise, définir les indicateurs d'alerte, les moyens de surveillance, les moyens d'information, les moyens humains et matériels nécessaires à une maîtrise du risque ;
- prévoir au moins 3 moyens distincts de gestion des sous-produits animaux et pour chacun de ces moyens nécessitant une sous-traitance, sa faisabilité sera justifiée par la présentation d'une convention ou d'un contrat encadrant les conditions d'acceptation.
Ce document précise les flux admissibles, les délais préalables avant démarrage des opérations, les moyens humains et matériels nécessaires ainsi que les emprises des éventuelles opérations intermédiaires entre le stockage et le traitement final ;
- proposer un outil de connaissance de l'état quotidien de l'ensemble des stocks in situ (quantitatif et qualitatif) et des capacités de stockage disponibles, de la disponibilité des moyens de collecte et de l'état des collectes, de l'état des capacités réelles de traitement, des moyens humains disponibles, des moyens matériels (camions, chaux, réactifs....) ;
- proposer un outil de suivi quotidien de l'impact environnemental et sanitaire (odeur, rejets aqueux, risque d'arrêt de collecte, etc) et prévoir des mesures correctives ;
- proposer un protocole de gestion des sous-produits animaux dégradés permettant d'assurer leur traitement à tout moment et quel que soit leur niveau de dégradation et, le cas échéant, leur évacuation vers un centre de traitement ainsi que les conditions de remises en fonctionnement des espaces et du matériel ayant été utilisé pour gérer une situation anormale ;
- définir la représentation de l'exploitant à la cellule de crise organisée par le préfet.

Article 10.2 - Conditions d'approbation du plan de prévention et de gestion des crises

Le préfet dispose d'un délai de deux mois pour formuler les remarques, demandes de corrections ou de compléments. Passé ce délai des deux mois, le plan est réputé validé.

Les remarques, demandes de correction et compléments évoqués au premier alinéa sont intégrés dans le plan par l'exploitant dans un délai qui n'excède pas deux mois. À défaut d'une réponse probante apportée par l'exploitant dans ce délai, le plan est réputé non transmis.

Le préfet ou l'exploitant peuvent à leur initiative présenter ce plan à toute réunion publique ou instance de concertation ou de surveillance existante. Le cas échéant, les remarques formulées lors de ces réunions sont intégrées dans le plan sur demande du préfet.

Le plan est mis en œuvre en cas de crise dès la transmission de la version finale du document.

Article 10.3 - Conditions de mise en œuvre du plan de prévention et de gestion des crises

L'exploitant déclare au préfet dans les 24 heures tout début de crise identifiée dans le cadre de ce plan.

L'exploitant transmet au préfet quotidiennement les éléments de suivi et l'avancement de son plan d'action détaillé prévu dans le cadre du scénario concerné.

En tant que de besoin, il peut être amené à participer et contribuer par toute information utile à une éventuelle réunion de crise organisée par le préfet.

Article 10.4 - Mise à jour du plan de prévention et de gestion des crises

Le plan est mis à jour a minima tous les cinq ans ou au plus tard dans les 6 mois suivant une crise majeure connue par la filière française de l'équarrissage. Ce document modifié est transmis au préfet pour approbation dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 10.2 ci-avant.

Les conventions/contrats liant l'exploitant aux éventuels sous-traitants mentionnés au deuxième tiret du cinquième paragraphe de l'article 10.1 ci-avant sont actualisés à leurs échéances respectives et le cas échéant prennent en compte les évolutions constatées lors des mises à jour de ce plan définies au premier paragraphe du présent article.

TITRE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 11 - Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux conditions figurant ci-dessus, ainsi qu'à toutes celles qui pourraient être imposées ultérieurement dans l'intérêt de la salubrité ou de la sécurité publique, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des poursuites prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 12 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Caen, 3 rue Arthur Leduc BP 536 – 14035 CAEN Cedex :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire également l'objet d'un recours gracieux et hiérarchique dans le délai de deux mois. Dans ce cas, les délais mentionnés en 1°) et 2°) sont prolongés de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 13 - Publicité

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de Néhou et mise à la disposition de toute personne intéressée, est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche pour une durée minimale de quatre mois.

L'arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 14 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Néhou, la société Atemax, le directeur départemental de la protection des populations et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le **11 OCT. 2025**
Pour le Préfet,
La Secrétaire générale,


Perrine SERRE